

# S'ATTAQUER AUX CAUSES DES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

## RENCONTRE AVEC PHILIPPE MATZKOWSKI, PRÉSIDENT DU COLLECTIF LBO

L'action politique est devenue totalement dépendante de la sphère financière et actionnariale, abandonnée aux «*experts*» d'une économie mondialisée dans laquelle le modèle néo-libéral est en train de s'imposer comme unique modèle, à force de propagande outrancière, de mécanismes juridiques et financiers, piégeant même les pays démocratiques les plus avancés comme la France. La décision politique échappe ainsi de plus en plus aux citoyens : chacun doit contribuer à sa reconquête, au travers de démarches collectives rapides. Nous avons rencontré, à Lille, le président du collectif, Philippe Matzkowski. C'est à l'issue d'une réunion de travail et un large échange de points de vue avec Alain Bruneel, conseiller régional PCF, président de la commission de développement économique, que le président du collectif LBO a rencontré la presse.



finances auditionnait, pourtant, l'Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC) ; des avancées sont possibles. Le travail de fond concerne tous les secteurs géographiques et nombre d'entreprises.

En 2005, le capital investissement a levé en France, 12 milliards d'euros et a investi 8,1 milliards d'euros dans 1.253 entreprises non cotées, soit une hausse de 55,6 % par rapport à 2004. Il représente, à travers les 4.852 entreprises en portefeuille, près de 200 milliards d'euros de chiffre d'affaires, et plus de 1,5 million d'emplois, soit près de 9 % des effectifs salariés du secteur privé.

### Sublstatic, victime de plusieurs "LBO", aujourd'hui liquidée

Ceux qui sont à la tête de l'entreprise Sublstatic (Hénin-Beaumont) obéissent aux fonds de pension américains, "Acland Capital" ; "il faut intéresser l'actionnariat", disent-ils. Or, les salariés de Sublstatic savent qu'on ne peut jouer impunément avec les mots, car ils expriment, hélas, une situation sociale donnée. "Le redressement judiciaire dit bien ce qu'il veut dire ; l'entreprise est endettée avec divers "LBO" (rachat des actions de l'entreprise financé par la part d'endettement) mais, les murs ne sont pas à vendre. La direction n'a rien fait pour "arranger les choses". Aujourd'hui, l'entreprise est

liquidée et les salariés aussi, avec un savoir-faire irréprochable.

L'outil de travail était performant mais l'entreprise avait des dettes devant les banques. Ces dettes, il fallait à tout prix les rééchelonner...

Le PDG, lui, évoquait toujours la concurrence pour s'y réfugier avant de mettre la clé sous la porte. L'usine a fait d'énormes bénéfices ; puis un beau jour, des marchés (précisément la pose de motifs sur du tissu et du textile) de plus en plus nombreux partaient vers d'autres pays. Trois "LBO", (Leverage buy out) successifs ont été pratiqués ce qui n'est pas rien. Cette agressivité financière n'était pas faite pour l'emploi. L'employeur, lui, a gagné de l'argent, beaucoup d'argent. Les salariés mènent toujours la bataille juridique. La difficulté à se procurer tous les montages financiers est un handicap qui a profité à la direction. Les concurrents allemands et italiens se frottent les mains.

### Vision globale

Et Philippe Matzkowski de rebondir sur Sublstatic et également sur Bénédicte à Seclin, Cegelec, Socotec, où l'obtention d'informations financières est déterminante dans le combat des salariés pour avoir une vision globale dans des montages "usines à gaz" et lutter "à égalité" avec les directions d'entreprises. Les enjeux se mesurent à

l'aune des décisions judiciaires où des cabinets d'avocats spécialisés décortiquent les dossiers et la moindre faille permet au patronat de débouter les travailleurs dans leurs légitimes requêtes. Ainsi, aux Prud'hommes de Lens, comme au tribunal de commerce de Paris, et au tribunal d'instance de la capitale, le dossier Sublstatic est toujours en cours. Très récemment, un magistrat a mis en hypothèque des biens de Samsonite dans le cas précis de l'usine d'Hénin-Beaumont, même si dans cette affaire douloureuse pour les salariés, c'est un montage crapuleux qui a été mis en place avec une société écran (Energy-Plast) afin que l'entreprise initiale (Samsonite) n'ait pas à payer le plan social ni à déboursier un centime d'euro en faveur des salariés. Là aussi, le combat se poursuit sur le plan juridique. "Le collectif LBO, souligne son président, joue un rôle important dans ces dossiers économiques. On sait bien qu'il est impossible de séparer, le politique, le social et l'économique. Permettre une réelle accélération des convergences, et parvenir ainsi à une régulation de la finance, profitable à tous, est une des priorités d'une action déterminée qui se décline à partir des entreprises, des salariés et des territoires. Notamment à partir de cellules de veilles."

Pierre Piriéros

**"T** d'abord, observe-t-il, nous sommes conscients que la mondialisation suggère un autre rapport de forces ; dès janvier 2007 et la mise sur pied du collectif, nous avons interpellé les candidats à l'élection présidentielle sur l'importance des fonds d'investissement en France et leur nocivité sur l'emploi. Certains responsables politiques ont tenu des discours forts, mais l'application concrète nous éloigne malheureusement chaque jour un peu plus de solutions justes. Composé de syndicalistes, principalement de la CGT et de l'UGICT-CGT (mais pas seulement), le collectif est une structure associative et dont le terme de catalyseur des problématiques rencontrées peut aisément qualifier ce que nous faisons. En mars 2007, nous avons rencontré Alain Bocquet, pour le groupe communiste à l'Assemblée nationale, et aussitôt, la demande de commission parlementaire a été élaborée et mise en route. Les avatars de la vie parlementaire ont leurs secrets et cette demande, une fois rejetée, a été de nouveau une question de fond pour les députés PCF. C'était en novembre 2007. La commission des

## COLLECTIF LBO : UN OUTIL ALTERNATIF

**L'**AUTORÉGULATION du marché a montré à nouveau ses limites. À tel point que les banques centrales sont contraintes d'intervenir pour soutenir le système financier mondial à la suite de la récente crise des subprimes aux États-Unis.

Cette régulation-là ne semble d'ailleurs pas déplaire aux financiers voyous : non seulement elle couvre leurs exactions sans leur imposer de sanctions, mais elle leur permet également de continuer à asseoir leur pouvoir fiduciaire sur la plupart des économies nationales.

Pour ceux qui en doutaient encore, il est clair maintenant qu'il existe une potentialité croissante d'amorçage de crises financières majeures en tout point du globe, et que les régimes politiques libéraux, intimement liés aux marchés qu'ils contribuent à déréguler, sont dans l'incapacité d'y faire face sans dégâts pour l'économie réelle.

Garantir pour les entreprises un accès égalitaire au crédit productif sans aliéner les entrepreneurs ; au pouvoir d'actionnaires ou de créanciers spéculatifs, renforcer les droits d'intervention des salariés dans les institutions représentatives du personnel,



Sublstatic : la lutte engagée pour l'emploi l'était aussi contre tout le montage financier.

imposer la transparence des montages financiers constituent quelques-unes des pistes développées par le collectif LBO, afin de parvenir à une régulation de la finance souhaitée par une très large majorité de nos concitoyens.

Cela n'implique pas le blocage de la vie économique d'une entreprise socialement responsable.

Bien au contraire, lorsque toutes les parties prenantes concourent à la création et à la distribution équitable des richesses, cela

contribue au développement économique durable des territoires et des bassins d'emplois, et favorise la démocratie sociale dans les entreprises.

L'accès au crédit facilité pour les sociétés, des relations aux donneurs d'ordre moins contraignantes, une transmission des patrimoines industriels, mais aussi des savoir-faire et des compétences garantissant la pérennité des activités et des emplois constituent quelques-uns des défis majeurs de la période, selon un grand nombre de dirigeants d'entreprises.

C'est pour cette raison que l'action engagée par le collectif LBO pour la mise en place d'un outil alternatif au sacro-saint marché financier, nécessaire pour atteindre ces objectifs, est considérée comme indispensable.

C'est dans cette perspective de progrès historique que notre action s'inscrit, afin de permettre une réelle accélération des convergences, et parvenir ainsi à une régulation de la finance, profitable à tous.

À ces patrons et cadres dirigeants, acteurs économiques citoyens souvent limités dans leur liberté ou leur champ d'expression, le collectif LBO, collectif syndical, est prêt à porter la voix, bien au-delà !